

**PELA PAZ !
FOR PEACE!
POUR LA PAIX !**

(1849-1939)

Maria Manuela Tavares Ribeiro, Maria Fernanda Rollo,
Isabel Maria Freitas Valente & Alice Cunha (eds.)



EUROCLIO
STUDIES AND DOCUMENTS



P.I.E. Peter Lang

Introduction

Est-ce si difficile la paix ?[†]

Maurice VAÏSSE*

« À l'heure qu'il est, tout près de nous, sous nos yeux, on massacre, on incendie, on pille, on extermine... il suffirait d'un geste des gouvernements d'Europe pour l'empêcher... Finissons-en avec les empires meurtriers. Plus de guerres, plus de massacres, plus de carnages, libre pensée, libre-échange, fraternité. Est-ce donc si difficile la paix ? » C'est le cri de Victor Hugo au moment de la crise balkanique où le sultan de Constantinople réprime sauvagement l'insurrection des peuples. « Est-ce donc si difficile la paix ? ». Tel semble être le débat du colloque proposé par l'université de Coïmbra, « Pour la Paix 1849-1939 ».

C'est dans le contexte des révolutions de 1848 qu'a lieu le Congrès de la Paix en août 1849 où Victor Hugo, déjà lui, proclame sa foi dans l'avènement de la paix et propose un idéal de compensation à l'affrontement des nations : l'Union européenne. Près d'un siècle plus tard, l'année 1939, à l'autre extrémité des travaux de notre colloque, voit au contraire naître une nouvelle guerre européenne, avant d'être mondiale.

Entre 1849 et 1939, il est remarquable de constater l'omniprésence de la Guerre : guerres pour les unités nationales de l'Italie et de l'Allemagne, guerres balkaniques, guerres coloniales en Afrique et en Asie, Première Guerre mondiale, et conflits de l'entre-deux guerre en Europe, Amérique latine, Asie... sans compter les guerres civiles et les crises. Les faits semblent donner tort au poète. La Paix était-elle donc une chimère ? Est-ce donc si difficile la Paix ?

[†] Ce texte est fondé sur mon livre, *La Paix au XX^e siècle*, Belin, 2004 ; j'ai aussi utilisé celui de Jean-Pierre Bois, *La Paix, histoire politique et militaire, 1435-1878*, Perrin, 2012.

* Maurice Vaïsse, professeur émérite des universités à Sciences Po (Paris). Éditeur des Documents diplomatiques français (série des années 1960 et 1970). Président du conseil scientifique pour la recherche historique au ministère de la Défense. Membre du Conseil supérieur des Archives. Auteur, entre autres, de *La Grandeur, politique étrangère du général de Gaulle*, Fayard, 1998, édition de poche à paraître ; *La guerre au XX^e siècle*, Hachette, 2^e édition, 2008 (avec J.L. Dufour) ; *La Puissance ou l'influence, La France dans le monde depuis 1958*, Fayard, 2008 ; *Les relations internationales depuis 1945*, Colin, 12^e édition, 2011, traduction en portugais, 2^e édition, 2011.

La définition donnée par le dictionnaire, comme le bon sens populaire, paraissent attester que la paix n'est pas l'état normal de l'humanité. Selon le dictionnaire, la paix se définit négativement, elle est l'absence de guerre. Selon le sens commun, la paix est considérée comme une tranche de vie entre deux conflits : après la guerre de 14-18, on parle avec nostalgie de l'avant-guerre, « la Belle époque » ; la période 1919-1939 est dénommée l'entre-deux guerres, impliquant par là le caractère provisoire et l'échec de la paix.

Dans l'histoire de l'humanité, la guerre a longtemps conservé un caractère sacré, la paix étant située dans un passé mythique ou dans un âge d'or. Et pour tout dire, la guerre est considérée comme la norme. C'est la plainte que Charles Péguy exprime à travers son personnage de Jeanne d'Arc :

« Tous nos efforts sont vains ; nos charités sont vaines. La guerre est la plus forte à faire la souffrance. Ah maudite soit la guerre ! (...). Et puis, qu'est-ce que ça lui fait nos malédictions ? Je pourrais jouer ma vie entière à la maudire du matin au soir..., et les hommes d'armes n'en feront pas moins chevaucher leurs chevaux dans les blés vénérables (...). Tant qu'il n'y aura pas eu quelqu'un pour tuer la guerre, nous serons comme les enfants qui s'amuse en bas, dans les près, à faire des digues avec de la terre. La Meuse finit toujours par passer dessus. »

C'est dire le caractère inexorable de la guerre et le caractère temporaire, accessoire de la Paix. Est-ce donc si difficile la Paix ?

Dans les limites chronologiques du colloque, les hommes ont hésité, tâtonné à la recherche de la Paix. Comment trouver la recette de la Paix ? Il n'y a pas une formule – type propre à une période. Et plusieurs d'entre elles peuvent se combiner. Mais de 1849 à 1939, on peut distinguer sept grandes formes de paix : le concert des nations, la paix par l'empire, la paix par la Révolution, la paix par le rejet de la guerre, la paix par l'organisation internationale, la paix par le désarmement, la paix par l'Europe. On pourrait en ajouter bien d'autres : la paix par la vertu, par la politique, par le progrès, par la démocratie. Et je sais bien que je néglige bien des thèmes importants et des acteurs de paix : les religions, les intellectuels, les femmes, etc. Mais pour aujourd'hui, cela suffit à notre peine.

La Paix par le concert des nations

C'est le mode le plus commun de maintien de la paix. celui de la diplomatie des grandes puissances, dans la première moitié du XIX^e siècle, mais aussi de tous les temps, À la suite du Congrès de Vienne, le concert européen repose sur les intérêts parfois discordants de la Grande-Bretagne, de la Russie, de l'Autriche qui sont unis dans leur défiance à l'égard de tout mouvement révolutionnaire et de tout retour de la France

au premier plan. Les principes sur lesquels le concert est fondé sont le principe de légitimité et le principe d'équilibre : il s'agit d'éviter que n'importe quel conflit provoque l'embrasement général de l'Europe. Lors du Congrès de Paris de 1856, l'équilibre européen semble garanti : les traités de 1815 sont malmenés mais préservés. Cependant le principe de légitimité est désormais en déclin, car le printemps des peuples est passé par là. Toute conquête par les armes est considérée comme illégitime si elle n'est pas approuvée par les populations, ce que Napoléon III s'empresse de faire pour Nice et la Savoie. Cela ne signifie pas que par la suite le concert des nations disparaisse comme formule valable de maintien de la paix. On en retrouvera l'idée au cours de l'entre-deux-guerres, par exemple avec le Pacte à 4. C'est même le naufrage du concert des puissances qui est à l'origine de la Grande Guerre, car une des causes de la guerre est la formation de blocs d'alliance antagonistes. La guerre est pourrait-on dire le symbole de l'échec du concert européen.

La Paix par l'Empire

est une autre Paix : c'est la Paix imposée par la puissance d'un pays qui domine tous les autres. Jusqu'en 1870, on parle volontiers de *Pax Britannica*. Et il est vrai que l'économie britannique est alors dominante. En 1860, avec 2 % de la population mondiale, elle possède 40 % de la capacité industrielle mondiale, en particulier grâce à sa sidérurgie, base de sa puissance militaire et navale. Sa marine est la seule capable d'intervenir partout dans le monde. La puissance de la Grande-Bretagne a donc contribué à maintenir la paix :

- en dissuadant la France de relever la paix et en refusant toute perte de son insularité;
- en empêchant les mouvements révolutionnaires de perturber l'équilibre européen
- en assurant tout sujet britannique d'une protection partout dans le monde
- en imposant son modèle économique de libre-échange et en forçant même certains pays à accepter le commerce (guerres de l'opium)
- en créant l'empire le plus vaste que le monde ait connu, où une fois la conquête terminée, la paix régnait.

Le seul moment délicat de cette *Pax Britannica* fut l'incident de Fachoda en 1898, carrefour des deux impérialismes français et britannique. On a cru à la guerre, mais la France a cédé parce que la Grande-Bretagne inspirait la crainte par sa puissance.

En réalité la *Pax Britannica* ne régnait plus en Europe. Elle avait été remplacée à partir de 1870-1871 par la *Pax Germanica*, résultat de la

montée en puissance de la Prusse qui réussit l'unification de l'Allemagne autour d'elle, et la parachève par la défaite de la France lors de la guerre de 1870-1871. Bismarck fait en sorte de maintenir la puissance allemande :

- par l'alliance des trois Empires Allemagne/Autriche-Hongrie/Russie
- en veillant à l'isolement diplomatique de la France
- en faisant face aux dangers provenant soit des mouvements des nationalités, soit des révolutions socialistes.

Au Congrès de Berlin, à l'été 1878, Bismarck réussit à faire de l'Allemagne le centre du système diplomatique européen car il a su tenir la balance égale entre les protagonistes (Grande-Bretagne, Russie, Autriche-Hongrie) et se donne la stature d'un architecte de la paix européenne. Mais cette Pax Germanica est fragile. On appelle aussi cette période de 1871 à 1914 « la Paix armée » qui connaît de multiples tensions et de crises, même s'il n'y a pas de guerre.

La Paix par la Révolution

Le Pacifisme socialiste est fondé sur le principe de la lutte des classes, puisqu'il professe que la suppression des guerres est liée au triomphe du prolétariat. Selon Karl Marx, le chemin de la paix passe par la Révolution. Il appelle les prolétaires à s'unir pour abolir l'exploitation des travailleurs et aboutir à la disparition des classes... les paroles de l'Internationale sont éloquentes :

« Paix entre nous, guerre aux tyrans,
Appliquons la grève aux armées
Crosses en l'air et rompons les rangs ».

Éminente figure du socialisme français, Jean Jaurès est convaincu que les guerres sont imposées par les rivalités capitalistes et il déclare ainsi à la Chambre des Députés en mars 1895 : « Votre société violente et chaotique, même quand elle veut la paix, même quand elle est à l'état d'apparent repos, porte en elle la guerre, comme la nuée dominante porte l'orage ».

Mais les congrès de la II^e internationale ne réussirent pas à trouver une ligne d'action commune. Lors de la crise d'Agadir (août-septembre 1911) de grandes manifestations de masse sont organisées en France, Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne contre la conquête du Maroc et le capitalisme impérialiste. Au Congrès de Bâle (novembre 1912), les chefs socialistes français et allemands déclarent que plus jamais les travailleurs des deux pays ne se feront la guerre. Et cependant une véritable course de vitesse a lieu entre les pacifistes et la logique de guerre, à travers la course aux armements et l'augmentation des effectifs. Quand survient l'attentat

de Sarajevo, le 28 juin 1914, l'Internationale Socialiste (IS) avait prévu qu'en cas de menace de guerre son bureau devrait aussitôt se réunir. C'est ce qu'il fait le 29 juillet à Bruxelles, où les grands noms du socialisme européen sont là : Keir Hardie, Rosa Luxembourg, K. Kautsky, Litvinov et Jean Jaurès. On avance la date du congrès de l'IS, prévu à Paris, au mois d'août : le BSI mise sur la durée de la crise et prévoit de multiples manifestations organisées un peu partout et une grande manifestation à Paris au mois d'août. Le soir, le Bureau de l'IS organise un meeting au cirque royal de Bruxelles. Jaurès y fait un long discours à la gloire des travailleurs qui sauront préserver la paix des peuples. Le lendemain, avant de reprendre le train pour Paris, Jaurès se rend au musée des Beaux-Arts revoir les primitifs allemands. Il estime en effet que la crise va durer et se terminera comme celle d'Agadir. Mais ce même jour le 30 juillet, la Russie a décrété la mobilisation générale. Le lendemain 31 juillet, il flotte à Paris une inquiétude sourde à cause des mesures militaires prises par l'Autriche, et des ultimatums que les États s'adressent les uns aux autres. L'inquiétude saisit Jaurès qui intervient auprès du ministère des Affaires étrangères puis écrit un papier dans le journal *L'Humanité* pour inviter la France à accepter la médiation de la Grande-Bretagne. Avant de boucler le journal, l'équipe descend dîner au Café du Croissant, où Jaurès est assassiné... Émotion considérable. On craint la révolution à Paris. En fait, la guerre est en train d'éclater: c'est l'Union sacrée. La II^e internationale s'effondre en raison de la division du mouvement pacifiste, de la rapidité des événements, pendant lesquels la conscience nationale a submergé la conscience de classe.

La Paix par le rejet de la Guerre

Dans l'œuvre d'Emmanuel Kant, la Paix est considérée comme l'impératif catégorique et elle est une valeur absolue. Cela n'a pas toujours été le cas et nombre de penseurs ont exalté la guerre.

Ainsi au XIX^e siècle, la conception déterministe du monde suppose que la guerre est la forme de vie la plus élevée, une purification nécessaire, une exigence d'ordre, ce qu'illustre par exemple Brecht dans *Mère courage et ses enfants*, où situant son drame au cours de la guerre de 30 ans, le dramaturge met dans la bouche du sergent recruteur des louanges de la guerre qui instaure l'ordre, alors que la paix provoque la désordre... D'autres ont exalté les vertus de la guerre. C'est le cas du mouvement futuriste qui dans son Manifeste qui date de février 1909 proclame : « Nous voulons glorifier la guerre, seule hygiène du monde ».

Mais le grand basculement se situe au moment de la Grande Guerre de 1914-1918 et rien n'est plus expressif que la transformation de la représentation de la guerre avant et après la guerre.

Avant 1914, elle est représentée de façon dynamique – le combat est imaginé à travers l’image d’Épinal de la charge de cavalerie, de l’audace joyeuse, de la gaieté du soldat qui charge au clairon. Et les vers de Corneille dans *Polyeucte* illustrent bien cet état d’esprit :

« Mourir pour le pays est un si digne sort
qu’on briguerait en foule une si belle mort ».

L’ennemi est représenté sous les traits les plus caricaturaux et on voit ressurgir en France les atrocités allemandes commises lors de la guerre de 1870-1871.

Après 1918, rien de tel. La mort – dont on ne parlait que pour la désirer ou la magnifier – prend une place centrale dans les représentations. Faire la guerre, ce n’est plus conquérir des villes, parcourir des territoires la fleur au fusil, c’est tuer et être tué. Pour désigner la Grande Guerre, on parle de tuerie, de boucherie, de carnage, d’horreur sanglante. La place prise par les monuments aux morts et les cimetières et en particulier par celui de Douaumont est révélatrice de l’imprégnation en profondeur de la société. La guerre marque un mal beaucoup plus profond que la mort de tant d’hommes, elle est perversion de l’humanité dans l’homme.

Cette guerre ne peut être que « la der des der ». On peut illustrer cette inversion des valeurs à travers l’évolution de l’esprit du soldat Charles de Gaulle. Il a célébré la guerre mieux qu’aucun autre avant la Grande Guerre. Jeune officier, il fait une conférence sur le patriotisme devant de jeunes recrues et il a cette déclaration assez surprenante (on est en 1913) :

« Certes la guerre est un mal, je suis le premier à en convenir, mais c’est un mal nécessaire. La guerre est une des grandes lois des sociétés auxquelles elles ne peuvent se soustraire... Rien ne sait davantage réveiller dans un peuple les mâles vertus et les nobles enthousiasmes que le sentiment de la patrie en danger... Certes la guerre traîne après elle bien des maux mais elle développe dans le cœur de l’homme beaucoup de ce qu’il y a de bien »...

Cette déclaration est faite avant la guerre de 1914. Après les premiers mois de guerre, où les combattants meurent par milliers, De Gaulle change complètement d’avis en ayant constaté, en pleine guerre, les horreurs du conflit. Il note dans son carnet :

« Calme affecté d’officiers qui se font tuer debout... clairons qui sonnent la charge... rien n’y fait ; en un clin d’œil, il apparaît que toute la fierté du monde ne prévaut point contre le feu ».

La guerre n’est plus considérée comme héroïque et sublime. Elle n’est plus considérée comme un mode de règlement véritable des conflits...

Comment instaurer la paix après la guerre ?

La Paix par l'organisation internationale

La guerre qui a éclaté en 1914 est devenue une vraie Guerre mondiale, la matrice du XX^e siècle. Aux grands maux, les grands remèdes : il s'agit de créer une organisation internationale susceptible de rendre impossible le renouvellement d'un tel cataclysme. Et d'ailleurs, on avait pu espérer que la multiplication des liens entre États par delà les frontières aurait empêché des conflits : on aurait pu penser que les progrès techniques dans le domaine des communications qui exigeaient une coopération internationale comme l'Union télégraphique internationale seraient des facteurs de paix. Lors du congrès des Postes européennes, en 1863 à Paris, le discours de bienvenue donnait le ton : « les rapprochements internationaux ne peuvent abolir la guerre, mais ils la retarderaient »... La fin du XIX^e siècle est une période d'intense organisation de tous les secteurs de la vie internationale. Henry Dunant, présent sur le champ de bataille de Solferino (1859) propose la création de sociétés de secours en cas de guerre. Des sociétés de paix se regroupent dans un Congrès universel de la Paix en 1891 qui décide la création d'un Bureau international de la Paix établi à Berne et chargé de coordonner l'ensemble des mouvements autour de « la Paix par le Droit ». Au-delà des conférences de la Haye, se développe la conviction qu'à travers l'organisation internationale on pourra imposer la Paix par le Droit, idée ancienne mais remise en vigueur par la volonté de mettre fin aux guerres. Au fond, ça consiste à soumettre les rapports internationaux à un ensemble de règles propres à limiter, sinon abolir le recours à la violence.

Les conférences de la Haye furent en partie le fruit des efforts des idées d'organisation juridique de la vie internationale, à travers les propositions de Léon Bourgeois et celles du président Wilson, aboutissant au Pacte de la SDN qui interdit la guerre d'agression. En réalité, le Pacte de la SDN oblige simplement les parties à soumettre leur différend à une procédure de règlement juridictionnel du Conseil de la SDN.

Le protocole pour le règlement pacifique des différends internationaux adopté à l'unanimité le 2 octobre 1924 met en place un système de règlement pacifique de tous les différends pouvant survenir entre États qui doivent s'en remettre à l'arbitrage international, d'où la fameuse trilogie Arbitrage/Sécurité/Désarmement, mais le protocole reste lettre morte car il n'est pas ratifié par le Parlement britannique.

Le 27 août 1928, le Pacte Briand-Kellogg est un pacte général de renonciation à la guerre par lequel les partis condamnent le recours à la guerre et y renoncent en tant qu'instrument de la politique internationale dans leurs relations mutuelles. En quelque sorte, la guerre est mise hors la loi – mais c'est un coup d'épée dans l'eau. En 1931, trois ans après avoir signé le pacte Briand-Kellogg, les Japonais envahissent la Mandchourie.

Le bouc émissaire tout désigné est la SDN, critiquée pour n'avoir pas réussi à instaurer la sécurité collective. Il est vrai que si l'on en croit Albert Cohen, dans son roman *Belle du Seigneur*, les mécanismes genevois sont tout sauf efficaces. Le romancier fait prononcer un discours au comte de Surville, directeur (fictif) de la Section politique de la SDN : en cas de guerre, « nous [la SDN] émettons des vœux par lesquels tout en donnant raison au plus faible nous ne donnons pas tort au plus fort. Et nous demandons aux deux pays en guerre de déclarer solennellement qu'ils ne se font pas la guerre mais qu'ils procèdent à des opérations d'ordre pour le règlement du conflit [...]. Nous admettons alors que la partie la plus forte procède à telle prise de territoire qu'il lui plaira à condition que le mot d'annexion ne soit pas prononcé ».

Il est vrai que dans la gestion des conflits internationaux (conflits de Mossoul, du Chaco, conflit sino-japonais, conflit italo-éthiopien, la SDN enregistre plus de revers que de succès. En réalité, la SDN investie de beaucoup de missions est victime de bien des illusions. Les associations pacifistes militent à fond pour la SDN tout en regrettant que n'aient été prévus ni l'arbitrage obligatoire, ni une force de police internationale qui auraient permis à l'organisation de Genève de jouer pleinement son rôle.

Le bilan négatif de la SDN est donc imputable à l'attitude irresponsable des grandes puissances et aux failles du Pacte. L'échec de la sécurité collective n'est pas le fait de la SDN, mais celui des nations de la Société.

Faut-il en conclure que la Paix par le Droit est une idée fausse, contradictoire avec la nature des choses et des sociétés ? Ce serait trop rapidement en juger. La Paix par le Droit est une idée qui doit animer l'action et indiquer le but. Aux hommes et aux États de s'en servir comme des instruments mais le droit en lui-même est incapable d'imposer la paix. Mais alors comment conjurer la guerre ?

La Paix par le désarmement

De toute éternité, on a eu la conviction que les armes sont la cause des guerres et que corrélativement le désarmement mènera à la paix.

On met en cause la formule : *Si vis pacem, para bellum*, conduisant à la recherche obstinée d'un rapport de force favorable, c'est-à-dire à la course aux armes. Et des traités de Westphalie aux conférences de la Haye, les idées de désarmement n'ont cessé de progresser dans la conscience des peuples, avec le cri de la pacifiste allemande en 1889 Bertha von Suttner : « Bas les armes ! »

Après la Grande Guerre, et la création de la SDN, le désarmement est considéré comme l'instrument de la paix. L'évolution des événements va montrer combien cette conviction était erronée.

Dans le sillage de la SDN, le désarmement est en effet lié à la Sécurité collective. Si la sécurité est assurée par la solidarité de tous les membres d'une organisation internationale, il n'est plus besoin de se doter d'une panoplie d'armements. On tourne le dos à la formule « Si vis pacem... » et on est donc convaincu que la réduction des armements diminue les risques d'agression. Le désarmement général est donc à la fois l'objectif ultime et le moyen de la sécurité collective.

Déjà dans son message en 14 points le président Wilson avait demandé que les armements de chaque pays soient réduits au minimum compatible avec la sécurité nationale. L'article 8 du Pacte de la SDN reprend cette formule presque mot pour mot. Surtout l'obligation de désarmement imposée à l'Allemagne est conçue comme un prélude au désarmement général.

Or les tensions internationales dans les années 20 ne vont pas permettre de mettre en route le désarmement universel, sauf dans le cas du désarmement naval – mais qui est un désarmement en demi-teinte, lors des conférences de Washington et de Londres, les principales puissances navales s'entendant entre elles pour mettre fin à une course aux armements ruineuse, tout en consolidant aux moindres frais leur suprématie navale.

Mais il n'y a pas de désarmement terrestre. En l'absence des États-Unis qui ont choisi l'isolement, la France envahie et occupée à deux reprises et qui craint la revanche allemande, et la Grande-Bretagne à l'abri dans son île qui ne veut plus s'engager sur le continent sont en plein désaccord. Pour les Anglais, le désarmement crée la sécurité ; pour les Français, c'est l'insécurité qui crée un besoin de défense, donc d'armements.

Quand la Conférence du désarmement est enfin convoquée, en 1932, la situation internationale a complètement changé. L'Allemagne réclame la révision des traités et l'égalité des droits. La France s'accroche au statu quo – l'une réarme secrètement, l'autre s'affaiblit sûrement. La conférence du désarmement se transforme en épreuve de force entre la France et l'Allemagne.

Et non seulement la SDN échoue, mais le désarmement attendu se transforme en réarmement et moyennant la profondeur de la crise économique qui met au chômage des millions de personnes, accentue l'atmosphère propice au pacifisme dans les démocraties comme la Grande-Bretagne et la France, et de crises en crises aboutit à la guerre en 1939 et à la défaite de la France, donnant ainsi raison à la fable du hérisson philosophe dans la pièce de Labiche, *Les Vivacités du capitaine Tic*. De retour de l'armée, le capitaine Tic garde un caractère assez agressif et rêve d'épouser Lucile sa cousine. Mais le tuteur de Lucile a promis sa main à M. Magis, un scientifique très austère et ardent pacifiste, que le capitaine Tic ridiculise. « Il y avait une fois un hérisson philosophe, armé

de pointes et de piquants comme tous ceux de son espèce... Un jour, ce grand penseur se dit : « À quoi bon cette agglomération de petites baïonnettes improductives qui se dressent sur mon dos à la moindre alerte ? Cet appareil de guerre est vraiment désobligeant pour mes voisins... Supprimons-le ! Il le supprima l'imbécile ! Qu'arriva-t-il ? Il arriva une fouine qui le trouvant gras et sans défense, le croqua comme un œuf... ».

Le désarmement échoue, se transforme en réarmement et aboutit à la Seconde Guerre mondiale. Quelle solution pour la Paix ?

La Paix par l'Europe

Elle est au carrefour de plusieurs courants de pensée : celui de la coexistence pacifique et de la convergence de systèmes, celui de la paix par le droit.

C'est celle que célèbre Victor Hugo le 21 août 1849 au Congrès de la Paix... quand il proclame sa foi dans l'avènement inévitable d'une union européenne qui mettra fin aux affrontements nationalistes, générateurs de guerre, et il propose l'idéal des États-Unis d'Europe : « Un jour viendra où vous ne ferez plus la guerre ; un jour viendra où vous ne lèverez plus d'hommes d'armes les uns contre les autres ».

Avant lui, et par la suite différents penseurs ont vu dans l'Europe la solution aux contentieux qui menaient aux guerres. C'est particulièrement vrai à la suite de la Grande Guerre où l'on voit se lever des empires mondiaux, Empire russe, Empire américain, outre l'Empire britannique, et des voix s'élèvent pour évoquer le déclin inévitable de l'Europe si elle ne s'unit pas.

C'est le cas de Coudenhove-Kalergi qui lance en 1922 son projet de Paneurope, c'est-à-dire d'une Fédération européenne. C'est aussi le cas d'Aristide Briand dans sa proposition du 5 septembre 1929 devant la 10^e assemblée de la SDN. Il évoque l'idée généreuse qui a hanté l'imagination des philosophes et des poètes.

« Cette idée, dit-il, a progressé dans les esprits. Elle a fini par apparaître comme une nécessité : Je pense qu'entre des peuples qui sont géographiquement groupés comme les peuples d'Europe il doit exister une sorte de lien fédéral. » Ce lien de solidarité, précise-t-il, doit exister surtout dans le domaine économique mais aussi du point de vue politique et social.

D'où le mémorandum du 1^{er} mai 1930 qui rencontre de nombreuses objections, celles de la Grande-Bretagne à cause du Commonwealth par exemple, et des obstacles insurmontables comme la grande crise de 1929. Et comme le dit Robert Schuman, le 9 mai 1950, dans le salon de

l'horloge du Quai d'Orsay, « l'Europe n'a pas été faite, nous avons eu la guerre ». Ce n'est pas faute de s'être concertés. Comme dans la pièce de Jean Giraudoux *La Guerre de Troie n'aura pas lieu*, Ulysse et Hector sont réunis pour conjurer la guerre. « Rien n'est perdu » dit Hector. Ce n'est pas l'avis d'Ulysse : « À la veille de toute guerre, il est courant que deux chefs des peuples en conflit se rencontrent seuls dans quelque innocent village, sur la terrasse au bord d'un lac. Et ils conviennent que la guerre est le pire fléau du monde. Ils sont pacifiques, modestes, loyaux... Et tiédés par le soleil, attendris par un vin clairet, ils ne trouvent dans le visage d'en face aucun trait qui justifie la haine. Et ils sont comblés de désirs de paix. Et ils se quittent en se serrant les mains, en se sentant des frères. Et ils se retournent dans leur calèche pour se sourire. Et le lendemain pourtant éclate la guerre. » Est-ce si difficile la paix ?